



**Publication de la LIT-QI - Nouvelle époque - Num. 156**

**Février 2010**

## **Contre les menaces impérialistes envers l'Iran !**

Le conflit qui concerne le programme nucléaire iranien a pris de l'ampleur en ce début de 2010, par l'élévation du niveau d'accusations, de pressions diplomatiques et de menaces de sanctions économiques envers l'Iran. On reprend déjà le thème de la possibilité d'un « conflit militaire », avec une attaque éventuelle des Etats-Unis, ou même d'Israël, contre le pays. On développe une campagne internationale agressive, dirigée par les Etats-Unis et Israël, dans le but de faire pression sur les autres puissances mondiales pour qu'elles acceptent des mesures plus dures contre l'Iran. La campagne cherche aussi à convaincre l'opinion publique internationale et à la préparer pour cette attaque militaire éventuelle ou, plus probablement, pour appliquer des sanctions encore plus dures que celles déjà existantes.

L'objectif est de « diaboliser » l'Iran, de la classer comme une « dictature » qui pourrait « mettre l'humanité en danger » au cas où elle aurait accès à la technologie nucléaire. Une des dernières manœuvres de cette campagne a été cette « lettre ouverte » grotesque et honteuse, signée par plusieurs lauréats du Prix Nobel et d'autres scientifiques, adressée aux autorités suprêmes des puissances mondiales (les Etats-Unis, la France, la Russie, l'Angleterre et l'Allemagne), en les incitant à « réagir, face aux atrocités du régime iranien et ses ambitions nucléaires irresponsables et absurdes, avec des sanctions plus dures ». Cette « lettre ouverte » a été publiée sur une page complète dans les quotidiens *The New York Times* (07/02/2010) et *International Herald Tribune* (09/02/2010) et sa publication a été payée par une organisation sioniste. Ces illustres auteurs et scientifiques n'ont jamais pris position, ni se sont mobilisés, contre l'arsenal nucléaire américain ou israélien.

Pour notre part, nous avons une position claire de défense des droits démocratiques et des travailleurs de l'Iran contre les abus du régime réactionnaire des ayatollahs, nous sommes solidaires avec les mobilisations qui ont fait face à la dictature et nous appelons à son renversement par la lutte des masses. Mais nous voulons sonner l'alerte concernant le fait que l'actuelle campagne impérialiste cherche à utiliser ce caractère du régime et la répression qu'il exerce, dans un sens encore plus réactionnaire : préparer une attaque contre l'autonomie du pays et une plus grande attaque contre les libertés démocratiques.

Cette campagne contre l'Iran vient de loin et sa véritable raison est que l'impérialisme n'accepte pas qu'un pays qui n'est pas totalement soumis à ses intentions, et qui a une certaine indépendance, développe une technologie dans un secteur aussi stratégique et sensible. Dans le cas de l'Iran, en particulier, l'impérialisme américain n'a pas encore digéré la défaite subie il y a 31 ans, quand une révolution a renversé le Shah Reza Pahlevi, qui dirigeait une dictature corrompue, marionnette des Etats-Unis dans la région. Cette révolution a nationalisé le pétrole et le gaz, en expulsant les compagnies pétrolières étatsuniennes.

**L'« hypocrisie nucléaire » impérialiste**

Quand il s'agit de thèmes en rapport avec la technologie nucléaire, c'est le règne du mensonge et de l'hypocrisie de la part des pays qui possèdent ce type d'armement, pays qui agissent toujours de manière à créer et nourrir des doutes, des suspicions et de l'insécurité dans la population partout dans le monde. Sous la pression de positions pacifistes, qui se veulent « progressistes », des secteurs de la gauche mondiale se font l'écho de ce discours, en contribuant, dans la pratique, à la perpétuation de la domination politique, économique et militaire de ces « puissances nucléaires ». Au nom d'« éviter le danger nucléaire », ils finissent par soutenir, dans la pratique, la politique impérialiste consistant à garder le monopole des armes nucléaires entre leurs mains et entre celles de leurs alliés ou agents directs.

Outre le terrain militaire, un autre aspect à considérer est que l'impérialisme veut aussi le monopole nucléaire dans le commerce de la technologie et des ressources nécessaires pour la production pacifique, de façon à pouvoir ainsi obtenir de grands bénéfices de ce secteur énergétique.

Ce qui est certain, c'est que le « danger nucléaire » existe déjà, concrètement, depuis belle lurette, et cela indépendamment du programme nucléaire de l'Iran ou de tout autre pays qui le développerait. Le seul pays qui a utilisé, jusqu'à présent, ce type d'armes contre une population a été les Etats-Unis, qui ont lancé deux bombes atomiques sur le Japon (Hiroshima et Nagasaki) à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1945. Cela a été une attaque criminelle et militairement inutile, parce que le Japon était déjà pratiquement vaincu et n'avait plus les moyens de continuer la guerre (l'Allemagne et l'Italie s'étant déjà rendues). Ces bombardements ont été un message au monde, de démonstration de force et de pouvoir de la grande puissance qui émergeait victorieuse. Aujourd'hui, les Etats-Unis possèdent un arsenal nucléaire capable de détruire plusieurs fois la planète, et leur bourgeoisie impérialiste a démontré qu'elle est disposée à l'utiliser si elle le considère nécessaire. Voilà le « danger nucléaire réel » qui menace l'humanité, et pas celui de l'Iran.

Plus scandaleux encore est le cas d'Israël : c'est un secret de polichinelle que ce pays possède entre 200 et 300 armes nucléaires qui ne sont soumis à aucune inspection ou contrôle externe, et dont le développement de son programme nucléaire est soutenu par les Etats-Unis. En outre, ce pays a déjà utilisé des armes interdites non nucléaires, en provoquant des massacres de civils palestiniens, comme dans la Bande de Gaza. Et il vit en guerre permanente avec les pays voisins en les menaçant avec des bombardements, comme il le fait maintenant avec l'Iran.

L'idéal serait qu'il n'y ait pas d'arsenaux nucléaires. Mais aussi longtemps qu'existe l'impérialisme, ainsi que son arsenal nucléaire, auquel il ne renoncera pas, ainsi que son armée avec des armes chimiques et de haute technologie, on ne peut pas parler de « désarmement » en général, sans dire d'abord qui désarmera le principal arsenal, celui des Etats-Unis. Finalement, même avec la fin de la « guerre froide » avec l'ex-URSS, qui était la vieille justification étasunienne pour son immense arsenal nucléaire, cet arsenal reste intact et s'est modernisé, avec son terrible pouvoir de destruction qui menace l'humanité.

### **Le rôle de l'AIEA et du Traité de non-prolifération nucléaire**

L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) a été créée en 1957, comme une organisation autonome au sein de l'ONU, avec l'objectif supposé « *de promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et de décourager son utilisation à des fins militaires dans des armes atomiques* ». Comme on peut s'y attendre, son activité n'a pas beaucoup à voir avec cela. C'est un organisme complètement manipulé par les grandes puissances impérialistes, en particulier les Etats-Unis.

L'instrument avec lequel l'AIEA agit sélectivement pour que certains pays n'avancent pas dans le développement de la technologie nucléaire est le Traité de non-prolifération d'armes nucléaires (TNP). Ce traité a été signé en 1968 et est entré en vigueur en 1970. Il préconisait le gel de la production d'armes nucléaires : les signataires qui ne les possédaient pas encore, renonçaient à les développer, tandis que les pays qui les avaient déjà s'engageaient à réduire leur arsenal atomique (sans que, toutefois, des délais ou des objectifs concrets pour ce « désarmement » soient fixés). De cette façon, dans la pratique, la technologie pour la fabrication d'armes atomiques resterait réservée uniquement aux 5 nations qui la dominaient déjà à l'époque (les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Russie et la Chine).

En contrepartie, les autres nations signataires recevraient un appui et un encouragement pour le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques (comme la production d'électricité, de

radio-isotopes et de radio-médicaments, l'irradiation de matériaux, d'aliments, etc.). Les pays signataires du TNP s'engagent à communiquer et à rapporter à l'AIEA toutes leurs activités nucléaires. Ils doivent permettre que des inspecteurs de l'AIEA contrôlent leurs installations. Ces obligations, toutefois, ne sont pas applicables aux 5 nations qui possédaient déjà des armes nucléaires. Le TNP a été signé par 187 des 190 pays qui font partie de l'ONU, mais il a été ratifié par moins de la moitié de ces pays. Les trois pays qui ne l'ont pas signé sont l'Inde, le Pakistan et Israël.

Il est évident que le Traité est extrêmement discriminatoire, traité cherchant à concentrer et consolider le pouvoir militaire dans quelques pays impérialistes ou un petit nombre d'alliés. Ce n'est pas par hasard si les principales « puissances nucléaires » sont les mêmes nations qui composent le Conseil de Sécurité de l'ONU (les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et la France), un reflet du partage du pouvoir après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il ne reste donc aucun doute que cela a signifié et signifie la possession de la technologie nucléaire comme un facteur de pouvoir, de domination et d'imposition de leurs intérêts.

L'autre volet de ce Traité, la promesse des puissances nucléaires de réduire leur arsenal nucléaire, ne va pas au-delà des déclarations diplomatiques de bonnes intentions. Dans la pratique, durant ces années que le TNP est en vigueur, il y a eu une augmentation significative de cet arsenal. Outre les cinq puissances nucléaires originales, on sait que quatre autres pays ont déjà construit des armes nucléaires : l'Inde, le Pakistan et Israël, précisément les pays qui ont refusé d'adhérer au TNP, ainsi que la Corée du Nord, qui s'est retirée du TNP en 2003. Ce dernier, toutefois, n'étant pas un allié de l'impérialisme, est mis sous pression pour interrompre son programme nucléaire.

Le TNP est de plus en plus mis en question, pour ne pas être démocratique et ne pas garantir ses objectifs originaux. Au contraire, le nombre de pays qui dominent la technologie de fabrication d'armes nucléaires a grandi et les puissances nucléaires n'accomplissent pas leur part du Traité (le désarmement). En outre, l'AIEA est utilisée en fonction des intérêts définis par la plus grande puissance impérialiste, les Etats-Unis. En mai 2010 aura lieu une nouvelle conférence internationale de révision du TNP (qui a une périodicité de 5 ans), où les Etats-Unis et leurs alliés feront pression pour que les pays signent le Protocole Additionnel, qui permettrait à l'AIEA de mettre en oeuvre des inspections sans restriction, plus vastes et plus détaillées, et sans programmation préalable. L'actuel protocole date de 1997 et n'a été signé que par 93 des signataires originels du TNP.

En outre, il y a la proposition étasunienne d'établir une « banque internationale d'uranium enrichi », qui coordonnerait hypothétiquement sa distribution selon les nécessités établies par les pays. Une telle proposition est vue avec beaucoup de réserve et sera acceptée difficilement, parce qu'elle signifierait que les pays signataires renonceraient à se former dans la technologie pour dominer les étapes de l'enrichissement de l'uranium, et serait donc totalement dépendants des grandes puissances. Actuellement, il y a peu de pays qui dominent tout le cycle d'enrichissement de l'uranium (les 5 puissances nucléaires, l'Allemagne, la Hollande, le Brésil et, partiellement, l'Argentine). Mais plusieurs autres pays font des efforts en ce sens, comme l'Iran, qui vient d'annoncer la domination complète de la technologie. Comme les grandes puissances ne devront rien offrir en échange, en ce qui concerne leur propre désarmement, on prévoit que cette conférence tend à aboutir à un échec, tout comme la conférence précédente, de 2005, qui n'a même pas obtenu un consensus minimal pour permettre un document de clôture. L'autre thème qui planera sur la Conférence est la crise produite par le programme nucléaire iranien.

### **Le programme nucléaire iranien**

L'Iran a entamé son programme nucléaire vers le milieu des années 60, encore sous la dictature du Shah Reza Pahlévi, avec l'appui et l'encouragement des Etats-Unis. La première installation nucléaire iranienne, le Centre de Recherche Nucléaire de Téhéran, avec un petit réacteur de recherche de 5 MW de puissance, a été construit en 1967. En 1968, l'Iran a signé le Traité de non-prolifération d'armes nucléaires (TNP), ratifié par son Parlement en 1970.

Vers le milieu des années 70, sur la base d'une étude du Stanford Research Institute (SRI), les Etats-Unis ont convaincu le Shah de construire plusieurs réacteurs nucléaires pour répondre à la demande future d'énergie électrique, puisque, selon les études du SRI, l'Iran aurait besoin d'une matrice énergétique de 20 000 MW en 1990. De cette manière, les entreprises américaines pourraient vendre de la technologie nucléaire à l'Iran, ou construire ces réacteurs, et les Etats-Unis récupéreraient une partie de leurs frais d'achat de pétrole iranien.

En 1979, année de la révolution qui a renversé le Shah, l'Iran était en train de construire deux réacteurs pour la production d'énergie électrique, sous la responsabilité d'entreprises allemandes. Une installation était terminée à 90% et l'autre à 50%. Par pression des Etats-Unis, aucune entreprise ou pays n'a accepté de continuer la construction de ces réacteurs, et ce n'est que récemment, en février 2009, que la première centrale nucléaire iranienne a été terminée par des entreprises russes.

En 2003, on a su que l'Iran possédait des installations nucléaires à Natanz et Arak, où il serait possible, théoriquement, d'enrichir de l'uranium aux niveaux suffisants pour la production d'armes. L'Iran a alors signé le protocole additionnel du TNP, comme une façon de réduire les pressions internationales, et le président Khatami a alors ouvert les installations pour les inspecteurs de l'AIEA, en affirmant que l'Iran produirait son propre combustible nucléaire pour suppléer aux besoins de son réacteur de recherche.

C'est-à-dire, au moins depuis 2003, ce n'était une surprise pour personne que l'Iran, ainsi que plusieurs autres pays, essayait de développer et/ou d'acquérir la technologie pour l'enrichissement d'uranium, ce qui est totalement permis aux pays signataires du TNP : ils peuvent avoir leur programme nucléaire et enrichir de l'uranium à 20%, pourvu qu'ils déclarent que c'est pour des « fins pacifiques » et qu'ils ouvrent leurs installations à l'inspection de l'AIEA. L'Iran ne violait donc aucune règle du TNP, qui sert les intérêts des grandes puissances.

En dépit de cela, les Etats-Unis ont fait valoir que l'Iran n'avait pas besoin d'énergie nucléaire pour la production d'électricité, étant donné que le pays possédait d'énormes réserves de pétrole et de gaz, et que, par conséquent, son intérêt serait la construction d'armes nucléaires. Avec cet argument, les Etats-Unis ont exigé la fin du programme nucléaire iranien, en oubliant que, il y a quelques années, ils avaient utilisé l'argument inverse pour pouvoir vendre des réacteurs à l'Iran, quand ce pays était dirigé par un gouvernement fantoche. Il est évident ici que l'impérialisme ne se préoccupe de la « prolifération » que quand cela pourrait signifier qu'un certain pays échappe à son contrôle absolu des armes nucléaires.

### **La question centrale est le monopole nucléaire pour l'impérialisme**

Pendant les années de guerre froide, quand l'URSS et d'autres pays possédaient déjà la technologie et ont produit des armes nucléaires, les Etats-Unis devaient tenir compte de la possibilité de représailles avant d'utiliser encore une fois leur puissant arsenal nucléaire. C'était ce qu'on avait l'habitude d'appeler le « pouvoir de dissuasion ». Ce que les Etats-Unis cherchent à garantir aujourd'hui, c'est qu'il n'y ait pas d'autres pays qui puissent avoir la possibilité d'atteindre ce pouvoir, pour qu'ils ne puissent pas résister à ses ordres et à sa politique de colonisation et de domination mondiale, en s'assurant une hégémonie militaire incontestable.

Depuis 2003, le programme nucléaire de l'Iran, qui met en œuvre tous les articles du TNP, est un motif de pressions et de sanctions de la part des puissances internationales, malgré toutes les inspections faites par l'AIEA, et cela même après que le président précédent de cette Agence, Mohamed el Baradei, a affirmé qu'il ne possédait aucune information ou preuve que l'Iran pourraient avoir un programme de production d'armes.

Cette même Agence a toutefois changé de position sous la pression politique des grandes puissances. Comme exemple de cette activité politique partielle de l'AIEA, nous pouvons citer leur position quand l'Egypte et la Corée du Sud ont été surprises après avoir réalisé des expériences nucléaires secrètes pendant de longues années : à aucun moment on a suggéré que ces pays pourraient construire des armes nucléaires ; il n'y a pas eu de mobilisation diplomatique ; on n'a pas exigé des représailles ou des sanctions économiques. L'Agence s'est limitée à une petite admonestation à ces pays alliés des Etats-Unis. L'autre exemple absurde est celui déjà citée d'Israël, avec des centaines de bombes atomiques, qui jamais n'a été ne fut-ce que notifié ou « rappelé à l'ordre » de la part de l'AIEA.

Pour tout cela, nous défendons le droit de l'Iran de développer sa technologie nucléaire et, y compris, de fabriquer des bombes atomiques pour se défendre d'une attaque impérialiste ou israélienne. En réalité, la possession de ses armes serait un obstacle important à ces possibles attaques. En ce sens, il faut réveiller la conscience et alerter les travailleurs contre ces mensonges et ces hypocrisies de l'impérialisme. Que ceux qui vocifèrent contre le programme nucléaire de l'Iran prennent position concernant le plus grand arsenal nucléaire qui n'a jamais existé et que personne ne contrôle, celui des Etats-Unis, le seul pays qui les a déjà utilisées contre les peuples. Nous appelons aussi à se prononcer clairement contre les sanctions des pays et des organismes impérialistes contre Iran.

Nous le réaffirmons : le danger d'une catastrophe nucléaire pour l'humanité n'est pas dans le programme nucléaire iranien (ou brésilien, argentin, nord-coréen, etc.), mais dans l'arsenal déjà existant, à disposition des nations impérialistes et de leurs alliées qui, à tout moment, violent les règles qu'ils essayent d'imposer aux autres et démontrent leur caractère belligérant, colonisateur et impérialiste.